

Dans son rapport mondial 2006, publié jeudi 9 novembre, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) demande que la communauté internationale reconnaisse le droit fondamental de tout être humain à disposer d'au moins 20 litres d'eau potable par jour, gratuits pour les plus pauvres.

La volonté de l'organisation internationale de mettre, cette année, l'accent sur la crise hydrique est motivée par des chiffres alarmants : 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 2,6 milliards sont privées d'assainissement adéquat.

Chaque année, 443 millions de jours de scolarité sont perdus du fait de ces pathologies. Plus grave, 1,8 million d'enfants meurent d'infections transmises par l'eau insalubre. Des millions de femmes perdent quotidiennement plusieurs heures à aller chercher l'eau nécessaire à leur famille et les habitants des bidonvilles paient leur eau cinq à dix fois plus cher que les résidents des zones favorisées.

Le rapport estime que l'Afrique, par exemple, gaspille, chaque année, 5 % de son produit intérieur brut (PIB), à cause de ces carences.

Les Objectifs du Millénaire adoptés en 2000 par les Nations Unies prévoient de réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de ceux qui sont privés d'eau potable et d'assainissement.

Mais en l'état actuel des politiques gouvernementales et des crédits débloqués, ces objectifs n'ont aucune chance d'être atteints, alors que "*le monde ne manque pas d'eau*", selon Kermal Dervis, administrateur du PNUD. Ce secteur n'est guère prioritaire dans les dépenses publiques des Etats qui lui consacrent moins de 0,5 % de leur PIB et préfèrent investir ailleurs. Ainsi, le budget militaire du Pakistan représente 47 fois celui de l'eau et de l'assainissement.

" GUERRES DE L'EAU "

Pourtant les études montrent qu'au Pérou, l'accès à des toilettes conventionnelles a réduit la mortalité infantile de 59 % et de 57 % en Egypte. Atteindre les Objectifs du Millénaire sauverait un million d'enfants au cours de la prochaine décennie et économiserait 38 milliards de dollars (près de 30 milliards d'euros) par an.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu'un dollar investi dans les pays à faibles revenus a un rendement de près de 8 dollars. Par ailleurs, un meilleur accès à l'eau serait un moyen efficace de protéger les 830 millions de ruraux souffrant de malnutrition et menacés par le réchauffement climatique.

Pour faire des 20 litres d'eau potable quotidienne par personne un droit fondamental, le PNUD demande aux Etats de placer l'eau et l'assainissement en tête de leurs priorités et de leur consacrer au moins 1 % de leur PIB. Cela implique que "*les flux de l'aide internationale* - soient - pratiquement doublés, c'est-à-dire augmentés de 3,6 à 4 milliards de dollars chaque année", écrivent les auteurs.

Considérant que 90 % de la population mondiale vit dans 145 pays qui partagent leurs ressources hydriques avec d'autres pays, certains observateurs en ont conclu que des "*guerres de l'eau*" seront inévitables.

Le PNUD ne le croit pas. Au cours des cinquante dernières années, il a, certes, recensé 37 cas de conflits entre Etats sur la question des ressources hydrauliques, trente d'entre eux ayant eu lieu au Proche-Orient. Il cite aussi le cas extrême de l'asphyxie de la mer d'Aral qui ne reçoit plus que le dixième du flux d'autrefois, en raison de l'absence de coopération entre les ex-républiques d'Union soviétique.

En revanche, il met en avant la signature de 200 traités pour une gestion commune de l'eau. Malgré deux guerres et des tensions persistantes, l'Inde et le Pakistan gèrent depuis un demi-siècle des bassins hydrologiques communs par l'entremise de la Commission permanente pour les eaux de l'Indus.

Compte tenu du nombre de plus en plus élevé de personnes en concurrence pour les ressources hydriques, le rapport du PNUD plaide pour que les conflits d'intérêt soient surmontés par la coopération et le dialogue.

Alain Faujas